

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/AG/R/7**

26 novembre 1996

(96-4895)

---

## Comité de l'agriculture

### RAPPORT SUCCINCT DE LA REUNION DES 28 ET 29 OCTOBRE 1996

#### Note du Secrétariat

1. Le Comité de l'agriculture a tenu sa septième réunion ordinaire les 28 et 29 octobre 1996. En l'absence du Président, M. l'Ambassadeur Danai Tulalamba, il a été convenu que Mme Apiradi Tantraporn (Thaïlande) présiderait la réunion.

2. L'ordre du jour de la réunion, contenu dans l'aérogramme WTO/AIR/469, a été adopté.

#### Première partie: Le processus d'examen

3. Conformément à l'ordre du jour, le Comité a examiné les notifications ci-après:

- i) Notifications concernant l'administration des engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:1): Barbade (G/AG/N/BRB/1), Guatemala (G/AG/N/GTM/1), Israël (G/AG/N/ISR/1), Nicaragua (G/AG/N/NIC/1) et Philippines (G/AG/N/PHL/3).
- ii) Notifications concernant les importations relevant d'engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:2): Guatemala (G/AG/N/GTM/2), Japon (G/AG/N/JPN/10), Corée (G/AG/N/KOR/5), Philippines (G/AG/N/PHL/4) et Afrique du Sud (G/AG/N/ZAF/3).
- iii) Notifications présentées dans le contexte de la sauvegarde spéciale (tableaux MA:3 à MA:5): Barbade (G/AG/N/BRB/2), Islande (G/AG/N/ISL/3), Israël (G/AG/N/ISR/2), Japon (G/AG/N/JPN/11), Corée (G/AG/N/KOR/4 et 6) et Nicaragua (G/AG/N/NIC/2).
- iv) Notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de soutien interne (tableau DS:1): Australie (G/AG/N/AUS/7), Brésil (G/AG/N/BRA/6), Islande (G/AG/N/ISL/2), Nouvelle-Zélande (G/AG/N/NZL/7), Norvège (G/AG/N/NOR/5) et Singapour (G/AG/N/SGP/1).
- v) Notification présentée dans le contexte des mesures de soutien nouvelles ou modifiées exemptées de la réduction (tableau DS:2): Etats-Unis (G/AG/N/USA/5).
- vi) Notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de subventions à l'exportation (tableaux ES:1 à ES:3): Australie (G/AG/N/AUS/6), Barbade (G/AG/N/BRB/3), Honduras (G/AG/N/HND/1), Israël (G/AG/N/ISR/3), Nouvelle-Zélande (G/AG/N/NZL/8), Nicaragua (G/AG/N/NIC/3), Singapour (G/AG/N/SGP/1) et Etats-Unis (G/AG/N/USA/6).
- vii) Notification présentée dans le contexte des prohibitions et restrictions à l'exportation (tableau ER:1): Hongrie (G/AG/N/HUN/6).

4. Les points précis soulevés au cours de la réunion au sujet des notifications énumérées au paragraphe 3 sont résumés dans l'annexe du présent rapport.

5. Le Comité a procédé à un examen préliminaire d'une notification présentée par le Japon dans le contexte des engagements en matière de subventions à l'exportation (G/AG/N/JPN/12), laquelle sera également examinée à la réunion suivante conformément au paragraphe 9 de ses procédures de travail.

6. Le Comité a relevé qu'aucune contre-notification n'avait été reçue au titre du point D de la première partie de l'ordre du jour.

Questions intéressant la mise en oeuvre des engagements qui s'inscrivent dans le cadre du programme de réforme: article 18:6

7. Les questions ci-après intéressant la mise en oeuvre des engagements qui s'inscrivent dans le cadre du programme de réforme ont été soulevées conformément à l'article 18:6 de l'Accord sur l'agriculture:

a) Nouvelle-Zélande/Etats-Unis: Eclaircissements au sujet du programme spécial du Canada concernant les catégories de lait

8. Des éclaircissements ont été demandés par les représentants de la Nouvelle-Zélande et des Etats-Unis au sujet du fonctionnement du nouveau système canadien de classes spéciales de lait. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a posé des questions concernant la notification des exportations d'un certain nombre de produits laitiers qui avaient été subventionnées au cours de la campagne de commercialisation ayant pris fin en juillet 1996; la relation entre les exportations totales et les niveaux d'engagement; et les répercussions du nouveau système d'exportation sur les prix à l'exportation et les revenus des producteurs.

9. Le représentant du Canada a répondu que le système de permis pour les classes spéciales géré par la Commission canadienne du lait permettait aux transformateurs secondaires et aux exportateurs d'acheter aux offices provinciaux des produits laitiers fabriqués à partir de composants dont les prix étaient compétitifs. Ces permis permettaient aux transformateurs désignés d'acheter des composants du lait aux offices provinciaux de mise en marché du lait. Les recettes provenant de ces ventes étaient mises en commun au niveau national. Un prix compétitif était calculé chaque mois à l'échelle nationale pour trois classes spéciales de lait utilisées par les transformateurs secondaires (fromage comme ingrédient, secteur de la confiserie et autre transformation secondaire). Ces prix s'appliquaient aux ingrédients laitiers qui étaient utilisés pour toutes les opérations de transformation secondaire de ces produits, qu'ils soient destinés au marché intérieur ou aux marchés d'exportation. Pour ce qui était des deux autres classes spéciales, à savoir les exportations prévues et le retrait des excédents, les prix étaient ajustés en fonction de la situation du marché mondial; les prix des produits laitiers exportés étaient fixés en fonction de la situation du marché d'exportation et n'étaient pas liés aux prix intérieurs.

10. Quant aux questions précises posées par la Nouvelle-Zélande, le représentant du Canada a indiqué: i) que des notifications complètes et définitives sous forme de tableaux ES:1 et ES:2 seraient présentées sous peu; ii) que le Canada avait choisi de respecter les engagements internationaux découlant pour lui de l'Accord sur l'OMC et de l'ALENA relativement à la plupart des produits laitiers en modifiant les versements au titre des exportations qui étaient financés par des prélèvements à la charge des producteurs, lesquels étaient définis comme des subventions à l'exportation dans l'Accord sur l'agriculture, pour les remplacer par un système de prix fondés sur l'utilisation finale, qui n'était pas ainsi défini; et iii) que les prix à l'exportation étaient déterminés en fonction des conditions existantes sur les marchés mondiaux. Les représentants de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie, du Brésil, des

Communautés européennes, du Mexique, de la Suisse, des Etats-Unis et de l'Uruguay ont indiqué qu'ils souhaitaient discuter encore de cette question avec le Canada, y compris dans le cadre de consultations informelles menées par le Président. Il a été convenu que ces consultations informelles seraient organisées en temps voulu.

b) Argentine: Mise en oeuvre de la sauvegarde spéciale concernant l'agriculture dans le secteur des fruits et légumes des Communautés européennes

11. Le représentant de l'Argentine a cherché à obtenir des renseignements sur les points suivants concernant les changements qui avaient été apportés récemment à l'organisation du marché communautaire des fruits et légumes (par les règlements (CE) n° 1555, 1556 et 1557; L/193): i) le moment auquel les mesures en question seraient notifiées au Comité; ii) la conformité avec l'article 5:4 de l'Accord sur l'agriculture de l'utilisation d'une période de référence allant de 1990 à 1992 aux fins des mesures de sauvegarde spéciales fondées sur le volume pour la campagne de commercialisation 1996/97 et les conséquences que cette façon de procéder pouvaient avoir sur le maintien et l'élargissement de l'accès courant; iii) le calcul mensuel des niveaux de déclenchement, compte tenu des dispositions des alinéas 5:4 a), b) et c), ainsi que la question de savoir comment les Communautés européennes entendaient éviter les problèmes liés à la clause NPF dans le contexte de la mise en oeuvre de concessions qui avaient implicitement un caractère saisonnier; et iv) la compatibilité avec les dispositions de l'Accord d'un recours éventuellement arbitraire à des mesures de sauvegarde spéciales qui s'appuyaient sur une période de référence antérieure, lorsque l'approvisionnement intérieur actuel n'était pas suffisant pour répondre à la demande du marché intérieur. Le représentant de l'Argentine a dit que ces questions seraient posées par écrit aux Communautés européennes.

12. Le représentant des Communautés européennes a fait remarquer que les questions détaillées de l'Argentine ne lui avaient pas été communiquées à l'avance. Néanmoins, à titre d'observation préliminaire, il a déclaré que les règlements en question définissaient le cadre dans lequel fonctionnerait le mécanisme de sauvegarde fondé sur le volume et que celui-ci était tout à fait conforme aux obligations contractées par les Communautés aux termes de l'Accord sur l'agriculture. Avant qu'un droit additionnel ne soit appliqué, la Commission aurait à prendre une nouvelle décision ou à établir un nouvel acte et ce n'était que lorsque cette nouvelle étape aurait été franchie que les Communautés seraient tenues de faire une notification au Comité. Par conséquent, il était prématuré de poser la plupart de ces questions tant qu'un droit additionnel de sauvegarde fondé sur le volume n'avait pas été imposé et notifié. S'agissant de la période de référence de trois ans utilisée pour calculer le niveau de déclenchement, l'intervenant a estimé qu'il convenait de faire remarquer qu'il appartenait évidemment aux Membres de l'OMC, aux termes de l'article 5:4, de déterminer quelles étaient les données disponibles ainsi que les années pour lesquelles celles-ci étaient disponibles. Au sujet du point concernant l'accès courant, l'intervenant a répondu que l'accès courant des produits concernés n'était soumis à aucun contingent tarifaire dans la Liste des Communautés européennes. En résumé, l'intervenant a déclaré que les Communautés européennes respecteraient leurs obligations en matière de notification ainsi que leurs obligations de fond concernant l'application des mesures de sauvegarde spéciales fondées sur le volume.

13. Le représentant d'Israël ainsi que les représentants de l'Australie, du Chili, du Mexique, de l'Afrique du Sud, de la Suisse, des Etats-Unis et de l'Uruguay ont dit craindre que le nouveau système de sauvegarde fondé sur le volume utilisé pour surveiller les importations ne complique encore davantage le marché communautaire des fruits et légumes puisqu'il était beaucoup plus qu'un simple système de surveillance et qu'il imposait au commerce des charges excessives. Bon nombre de ces représentants partageaient le point de vue d'Israël selon lequel les négociants devaient supporter des charges administratives et financières de plus en plus lourdes parce que quelques Etats membres n'avaient pas respecté les règlements de la Commission, notamment du fait qu'ils ne disposaient que d'un seul jour pour obtenir des licences automatiques et qu'ils devaient payer un droit pour tout changement apporté

à une licence. Les représentants du Canada et de la Nouvelle-Zélande ont indiqué qu'un système d'enregistrement en direct serait moins contraignant et moins lourd que des prescriptions de licences.

- c) Etats-Unis: Etat d'avancement de la mise en oeuvre des contingents tarifaires aux Philippines, notamment en ce qui concerne les viandes de porc et de volailles

14. Le représentant des Etats-Unis a indiqué qu'il ne souhaitait pas revenir sur la question soulevée au titre de ce point de l'ordre du jour puisque la délégation des Philippines y avait déjà répondu dans le contexte de l'examen de la notification par ce pays des importations soumises à des contingents tarifaires (G/AG/N/PHL/4), mais qu'il espérait recevoir bientôt la réponse écrite des Philippines.

- d) Etats-Unis: Etablissement de contingents tarifaires dans le cadre du nouveau régime tarifaire et nouvelles mesures de restriction des importations de viande bovine en Tunisie

15. Le représentant des Etats-Unis a informé le Comité que des réponses préliminaires avaient été données aux questions concernant l'établissement de contingents tarifaires dans le cadre du nouveau régime tarifaire de la Tunisie et qu'il attendait la notification par la Tunisie des mesures que ce pays avait adoptées pour mettre en oeuvre ses engagements en matière d'accès au marché, de soutien interne et de subventions à l'exportation. L'intervenant a demandé à la Tunisie de bien vouloir indiquer s'il y avait des restrictions existantes ou de nouvelles restrictions à l'importation de viande bovine et de dire si de la viande bovine avait été importée depuis avril dernier. Le représentant de la Tunisie a confirmé que son pays avait ouvert ses contingents tarifaires conformément à ce qui était indiqué dans sa Liste et aux dispositions de l'Accord sur l'agriculture et que les notifications étaient prêtes. Il a également informé le Comité que la Tunisie n'avait pas adopté en avril de nouvelles mesures ou restrictions concernant les importations de viande bovine et que les importations s'étaient poursuivies, celles-ci ayant atteint 500 tonnes en octobre. Cependant, les importations de viande rouge avaient reculé de manière générale ces dernières années en raison du renforcement de la protection sanitaire en Tunisie et des programmes d'engraissement et de protection de la santé animale.

- e) Nouvelle-Zélande: Règlement concernant les importations de produits laitiers aux Etats-Unis

16. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a informé le Comité que le Département de l'agriculture des Etats-Unis avait publié son règlement final concernant les taux de droits qui seraient appliqués aux importations de produits laitiers soumis à des contingents et à des licences et que celui-ci pénalisait le détenteur qui, au cours d'une année contingentaire, n'importait pas au moins 85 pour cent de la quantité qu'il avait obtenue. L'intervenant s'est dit préoccupé en particulier par l'exception qui était prévue à cette règle des 85 pour cent lorsqu'un pays maintenait ou autorisait un monopole d'exportation et que le détenteur de la licence demandait une exonération. Cela lui semblait être à première vue un jugement discriminatoire sur les monopoles d'exportation. Des éclaircissements ont été demandés aux Etats-Unis sur la raison d'être de la disposition concernant les monopoles d'exportation et sur la possibilité qu'une telle mesure puisse réduire ou annuler les obligations découlant pour les Etats-Unis du Cycle d'Uruguay du fait de la discrimination exercée contre des entités qui tombaient sous le coup de l'article XVII du GATT. Dans l'éventualité où un importateur demanderait au Département de l'agriculture de ne pas réattribuer un contingent au motif que l'importateur traitait avec un monopole d'exportation, le représentant de la Nouvelle-Zélande s'est demandé si le Département de l'agriculture donnerait droit automatiquement à cette demande ou s'il serait d'abord tenu de demander des éléments de preuve et de les examiner.

17. Le représentant des Etats-Unis a répondu que la règle des 85 pour cent s'appliquait aux importateurs, c'est-à-dire aux détenteurs de licences, et qu'elle visait à faire en sorte que les importateurs s'efforcent consciencieusement d'utiliser leurs licences. Sur un marché normal, le détenteur de licence pouvait négocier avec plusieurs fournisseurs potentiels. Cependant, lorsqu'il y avait un monopole

d'exportation, que le marché était soumis à des contraintes et qu'il existait des rentes économiques découlant des contingentements, cette disposition ne faisait qu'égaliser les chances de manière à encourager les négociations et à faire en sorte que le contingent soit utilisé. Compte tenu des concessions additionnelles qu'ils avaient faites dans le cadre du Cycle d'Uruguay, la disposition ne comportait, selon les Etats-Unis, aucun risque d'annulation ou de réduction. En réponse à la dernière question posée par la Nouvelle-Zélande, le représentant des Etats-Unis a dit que l'obligation faite dans le règlement précédent de démontrer qu'il y avait discrimination avait été supprimée. Désormais, il n'était plus question de réattribution de licences, mais simplement de savoir si oui ou non l'importateur pourrait obtenir des licences au cours de l'année contingente suivante.

f) Communautés européennes: Importations de viande bovine soumises à des contingents tarifaires par le Canada

18. Le représentant des Communautés européennes a demandé des renseignements et soulevé des points concernant le contingent tarifaire de viande bovine du Canada, y compris au sujet des attributions par pays, notamment l'Australie et la Nouvelle-Zélande, qui n'étaient pas mentionnées dans la Liste du Canada. De manière plus précise, l'intervenant a cherché à obtenir des précisions sur les modalités de répartition du tonnage en l'espèce et sur la réattribution éventuelle des parts non absorbées par certains pays de manière à ce que d'autres exportateurs puissent profiter du contingent tarifaire pendant l'année en question. La représentante du Canada a répondu que, comme cette question avait été soulevée à bref délai, elle se bornerait à ce stade à prendre note des observations de la délégation des Communautés européennes et des autres délégations.

19. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que son pays avait négocié avec le Canada dans le cadre du Cycle d'Uruguay pour obtenir ce genre d'attribution parce que, même s'il n'y avait pas de restrictions à l'importation auparavant, le Canada était en train de mettre en place un régime semblable à celui des Etats-Unis. Cependant, le Canada n'était pas disposé à inscrire sur sa Liste des quantités qui, de fait, correspondaient exactement au niveau des importations pendant la période de base allant de 1986 à 1988. A cet égard, le représentant des Communautés européennes a fait remarquer que, comme il n'y avait pas d'attribution par pays dans la Liste du Canada, il partait du principe que celui-ci invoquerait l'article XIII du GATT, compte tenu d'une période antérieure représentative, s'il avait l'intention de procéder à une attribution par pays. Le représentant de l'Australie a signalé que son pays n'absorberait pas la quantité qui lui avait été attribuée et qu'il était en train d'examiner cette question avec le Canada. Le représentant de l'Uruguay a indiqué que tous les renseignements concernant l'administration du contingent tarifaire canadien de viande bovine l'intéressaient.

Autres questions relatives au processus d'examen

20. Aucune autre question n'a été soulevée au titre du point F de l'ordre du jour.

Deuxième partie: Autres questions relevant de la compétence du Comité

Décision ministérielle sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires

21. La Présidente suppléante a fait remarquer que, conformément aux procédures de travail du Comité, le prochain examen portant sur la Décision ministérielle de Marrakech concernant les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires aurait lieu à l'occasion de la réunion ordinaire du Comité qui devait se tenir les 28 et 29 novembre 1996. L'examen devait reposer entre autres sur les notifications que les donateurs Membres, notamment les pays développés Membres, devaient présenter concernant les mesures qu'ils avaient prises dans le cadre de la Décision ministérielle, conformément aux prescriptions énoncées aux pages 33 et 34 du document G/AG/2. Jusqu'ici, quatre

Membres avaient présenté des notifications dans la série NF: l'Australie, le Brésil, la Nouvelle-Zélande et l'Uruguay. Les Membres qui n'avaient pas encore présenté leurs notifications NF ont été invités à le faire le plus tôt possible et, de toute façon, le plus longtemps d'avance possible avant la réunion de novembre 1996. La Présidente suppléante a également invité les organisations internationales intergouvernementales ayant le statut d'observateur à apporter leur contribution à l'examen de la suite donnée à la Décision ministérielle de Marrakech.

#### Autres questions

22. Il a été noté, conformément aux procédures de travail du Comité, que les Membres entreprendraient à la réunion de novembre les consultations annuelles prévues à l'article 18:5 de l'Accord sur leur participation à la croissance normale du commerce mondial des produits agricoles dans le cadre des engagements en matière de subventions à l'exportation. En réponse à un point soulevé par le représentant des Communautés européennes concernant la préparation de ces consultations, le Secrétariat a indiqué que les notifications des subventions à l'exportation constitueraient un important point de départ pour les consultations menées au titre de l'article 18:5 et que les propositions qui pourraient être faites relativement à la préparation par le Secrétariat d'une note d'information seraient examinées au besoin.

#### Date de la prochaine réunion

23. La prochaine réunion ordinaire du Comité de l'agriculture se tiendra les 28 et 29 novembre 1996. L'aérogamme convoquant cette réunion et l'ordre du jour provisoire seront distribués le vendredi 15 novembre 1996.

**ANNEXE**

**Examen des notifications effectué par le Comité de l'agriculture  
à la réunion des 28 et 29 octobre 1996**

**Résumé des points spécifiques soulevés et des  
réponses qui y ont été apportées**

**Notifications selon le tableau MA:1**

<b>Barbade G/AG/N/BRB/1 - Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
Etats-Unis - Ont noté que la Barbade n'avait pas appliqué ses contingents tarifaires. La Barbade pouvait-elle donner des renseignements concernant les taux de droits effectivement appliqués et l'importance des échanges de produits faisant l'objet d'engagements en matière de contingents tarifaires?	En l'absence de la délégation de la Barbade, la question sera communiquée à la Barbade par le Secrétariat.

<b>Guatemala G/AG/N/GTM/1 - Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
Nouvelle-Zélande - A demandé des précisions concernant l'attribution "dans l'ordre de présentation des demandes, au prorata". Comment ce système fonctionne-t-il? Les licences sont-elles approuvées jusqu'à concurrence d'une limite maximale fixée pour chaque demande? Les limites maximales fixées aux demandeurs de licences reposent-elles sur des résultats antérieurs?	Le Guatemala dispose d'un régime fondé sur l'attribution proportionnelle des quantités par rapport aux demandes de licences. Les demandes doivent être présentées à l'Unité de gestion des contingents ( <i>Unidad de Administración de Contingentes</i> ) du Ministère de l'économie. Si la quantité totale demandée dans les licences est supérieure au montant du contingent tarifaire, celui-ci est attribué au prorata.
Nouvelle-Zélande - Pourquoi le contingent tarifaire de blé est-il réparti en tranches trimestrielles d'importance "inégaie"? Les quantités qui ne sont pas absorbées au cours d'un trimestre sont-elles disponibles pour les trimestres suivants?	La répartition du contingent tarifaire de blé et de farine de froment correspond à la situation de l'offre et de la demande de ce produit au Guatemala. Le montant du contingent tarifaire de blé qui n'est pas importé est reporté sur le trimestre suivant. La part de contingent non absorbée à la fin de l'année n'est pas reportée. Cependant, en ce qui concerne la farine de froment, la quantité non absorbée 45 jours avant la fin du quatrième trimestre viendra s'ajouter, en équivalent blé, au contingent tarifaire de blé pour la même période.

<b>Guatemala G/AG/N/GTM/1 - Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
<p>Nouvelle-Zélande - Les taux de droits effectivement appliqués aux produits qui ne sont pas soumis à des restrictions quantitatives sont-ils égaux ou inférieurs aux droits consolidés applicables aux importations entrant dans les limites des contingents?</p> <p>Etats-Unis - Le Guatemala pourrait-il expliquer pourquoi aucun contingent tarifaire ne s'applique à 20 des 26 produits visés par des contingents tarifaires? Pourquoi le Guatemala n'a-t-il pas appliqué de contingents tarifaires aux viandes des animaux de l'espèce bovine, fraîches, réfrigérées ou congelées, aux haricots secs, au sorgho, à la farine de soja, à la farine d'oléagineux et au sucre?</p> <p>Etats-Unis - Pourquoi la quantité pouvant être importée dans le cadre de chacune des expéditions de produits suivants est-elle limitée: volailles, blé dur, autres blés, maïs, riz et farine de froment? Ces limitations expliquent-elles en partie le fait que certains des contingents tarifaires n'ont pas été absorbés?</p> <p>- Ont constaté que les dispositions concernant l'administration des contingents tarifaires ne s'appliquaient que depuis septembre 1996. Les contingents tarifaires étaient-ils administrés en fonction de l'année civile?</p>	<p>Les droits <i>ad valorem</i>, qui constituent la seule restriction à l'importation imposée par le Guatemala, sont inférieurs aux droits consolidés applicables aux importations entrant dans les limites des contingents qui figurent dans la Liste LXXXVIII du Guatemala. S'agissant des contingents tarifaires qui n'ont pas été ouverts, le tarif centraméricain est d'application, aucun taux n'étant supérieur à 20 pour cent.</p> <p>La quantité maximale qui peut être demandée par chacun des importateurs est établie dans le cadre du régime de contingents tarifaires. Ces quantités maximales sont liées, entre autres choses, à la valeur de l'expédition, au nombre d'importateurs et à l'importance de la concurrence dans le secteur. Cette façon de procéder permet une attribution efficiente du contingent tarifaire et ne constitue pas un obstacle au commerce.</p>

<b>Israël G/AG/N/ISR/1 - Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
<p>Nouvelle-Zélande - A demandé des précisions concernant les critères en vertu desquels les deux contingents tarifaires de fromages étaient accordés "tout d'abord pour des importations visées par des accords instituant des zones de libre-échange" et noté que des Membres s'étaient inquiétés de telles pratiques. Comment les quantités accordées pour des accords de libre-échange sont-elles spécifiées et comment influent-elles sur les engagements NPF inscrits dans la Liste? Les taux de droits effectivement appliqués aux importations visées par des accords de libre-échange sont-ils les mêmes que les taux NPF applicables aux importations entrant dans les limites des contingents, car autrement, le régime d'importation pourrait avoir pour effet de détourner des échanges?</p>	<p>Israël est au courant des préoccupations qui ont été exprimées par certains Membres concernant l'attribution à des fournisseurs préférentiels; il sait également que plusieurs Membres ont recours à cette pratique et qu'ils l'ont justifiée avec des arguments qu'Israël partage. Israël estime que cette attribution peut être justifiée parce que l'accord de libre-échange existait avant qu'il ne prenne des engagements dans le cadre du Cycle d'Uruguay. En outre, Israël offre de nouvelles possibilités d'accès importantes à son marché, aussi bien à ses partenaires dans des accords de libre-échange qu'aux fournisseurs de pays tiers. L'attribution n'est pas très différente de ce qu'elle aurait été si Israël avait attribué le contingent tarifaire en fonction des résultats antérieurs.</p>



Israël G/AG/N/ISR/1 - Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Australie - S'est dite préoccupée par le fait que les contingents tarifaires en question semblaient être des contingents tarifaires NPF dans la Liste alors qu'ils n'étaient pas appliqués de cette façon dans la pratique. A répété qu'à son avis les importations préférentielles ne pouvaient être imputées à des contingents tarifaires NPF.</p>	<p>Le fromage est considéré comme un produit très sensible. Après attribution aux partenaires de l'ALE, une part substantielle du contingent tarifaire d'"autres fromages" demeure disponible pour les autres Membres. Le contingent attribué aux CE dans le cadre de l'ALE (200 tonnes) est un "contingent qui chevauche", c'est-à-dire qu'il s'applique à cinq positions tarifaires dans lesquelles sont classés des fromages, dont deux positions qui font l'objet d'engagements en matière de contingents tarifaires dans le cadre de l'OMC. Par conséquent, la répartition entre les partenaires de l'ALE et les pays tiers est déterminée par les importateurs. Les importations en provenance de pays tiers ont tendance à faire augmenter le niveau général des importations effectuées dans les limites des contingents, tandis que les importations des partenaires de l'ALE font baisser le total des importations effectuées dans les limites des contingents. Le taux de droit effectivement appliqué aux importations dans les limites des contingents est de 50 pour cent, tandis que celui qui s'applique actuellement aux CE dans le cadre de l'ALE correspond au montant le moins élevé entre 13 NIS par kg ou 50 pour cent.</p>
<p>Australie - A demandé des précisions concernant le contingent tarifaire de blé. A fait remarquer que, dans le cas du blé non fourrager, des licences d'importation n'étaient délivrées qu'aux importateurs qui satisfaisaient à des prescriptions d'achat local, la préoccupation étant que ce régime n'était pas compatible avec les obligations contractées dans le cadre de l'OMC. A estimé que le maintien de mesures non tarifaires qui avaient été tarifées dans le cadre du Cycle d'Uruguay était incompatible avec l'Accord sur l'agriculture.</p>	<p>Il existe deux moyens d'importer du blé en ne payant aucun droit dans le cadre du régime de licences (comme il est indiqué dans la notification) et un troisième pour lequel des licences d'importation ne sont pas nécessaires mais qui suppose le versement de droits de 50 pour cent. S'agissant du blé fourrager, le Ministère de l'agriculture délivre des licences d'importation à tous les importateurs qui en font la demande sans imposer de limitation quantitative. Cette seule procédure permet actuellement d'absorber la totalité du contingent tarifaire. En outre, le Ministère de l'industrie et du commerce délivre des licences d'importation de blé non fourrager passible de droits nuls à tous les importateurs qui satisfont aux prescriptions d'achat local. Par ailleurs, toutes les sortes de blé peuvent être importées sans licence moyennant le versement de droits de 50 pour cent ce qui, dans la pratique, n'est pas intéressant d'un point de vue commercial.</p>
<p>Argentine - A constaté que le sentiment qui prédominait dans les consultations en cours au sujet des prescriptions d'achat local était que ces mesures semblaient incompatibles avec les obligations contractées dans le cadre de l'OMC.</p>	
<p>Suisse - A estimé que les prescriptions d'achat local n'étaient pas en soi incompatibles avec les obligations contractées dans le cadre de l'OMC, mais que tout dépendait de la façon dont elles étaient appliquées.</p>	

<b>Nicaragua G/AG/N/NIC/1 - Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse communiquée après la réunion par le Membre ayant présenté la notification</b>
<p>Etats-Unis - Ont noté que le Nicaragua n'avait pas appliqué bon nombre de ses contingents tarifaires parce que les taux de droits effectivement appliqués étaient inférieurs aux taux consolidés pour les importations entrant dans les limites des contingents. Le Nicaragua pouvait-il fournir des renseignements sur les taux de droits effectivement appliqués et sur le niveau des importations de produits faisant l'objet d'engagements en matière de contingents tarifaires?</p> <p>- Pourquoi tout le contingent tarifaire de viande de volaille avait-il été attribué à un seul importateur traditionnel? Ont noté que le Nicaragua avait l'intention d'établir un régime d'attribution des contingents tarifaires, notamment pour les importations de volaille, faisant appel à des opérations de Bourse. Le Nicaragua pouvait-il expliquer quelles étaient ces opérations de Bourse?</p>	<p>Le droit effectivement appliqué à tous les produits inclus dans la liste des contingents tarifaires, à l'exception de la volaille, est inférieur au droit consolidé pour les importations entrant dans les limites du contingent. Le Nicaragua attribue à un seul importateur traditionnel le montant du contingent tarifaire de morceaux de volaille (0207, 3910, 0207, 3990, 0207, 4110, 0207, 4190) mais, en raison des prix internationaux, seulement 48 852,68 kg de morceaux de poulet ont été importés en 1995 moyennant un droit de 60 pour cent. Le Ministère de l'économie et du développement a décidé que, à partir de l'année prochaine, les contingents tarifaires seront administrés au moyen d'opérations de Bourse, mais aucun règlement n'a encore été pris à cet effet.</p>

<b>Philippines G/AG/N/PHL/3 - Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
<p>Nouvelle-Zélande - A cherché à obtenir des précisions sur la façon dont l'unique importateur de riz, l'Agence nationale de l'alimentation, distribuait les importations aux consommateurs philippins. Les Philippines pouvaient-elles expliquer le rôle de l'agence lorsqu'il s'agissait de "grouper les importations" de maïs?</p>	<p>L'Agence nationale de l'alimentation ne distribue pas directement aux consommateurs philippins ses stocks de riz, qu'ils aient été importés ou achetés sur place. Poursuivant des objectifs de stabilisation des prix et des approvisionnements, l'agence place ses stocks de riz dans des régions stratégiques, notamment dans des régions qui enregistrent un déficit céréalier et dans des régions touchées par des calamités ou des catastrophes naturelles. Tous les détaillants en céréales des Philippines qui sont agréés par l'agence peuvent lui acheter du riz pour le revendre aux consommateurs au prix réglementé.</p> <p>L'agence ne peut grouper des importations que si des petites et moyennes exploitations d'élevage et d'aviculture lui en font la demande. A ce titre, elle offre les services suivants: appels d'offres, négociation, préparation et signature des contrats; préparation des documents avant l'arrivée et coordination avec les organismes concernés; préparation des documents d'importation; surveillance des opérations de (dé)chargement et gestion de la distribution aux détenteurs de licences.</p>

**Notifications selon le tableau MA:2**

<b>Guatemala G/AG/N/GTM/2 - Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
Etats-Unis - Pourquoi les contingents tarifaires de produits suivants n'ont-ils pas été absorbés: viandes des animaux de l'espèce bovine, morceaux de volaille, légumes secs, autres blés, sorgho, farine de froment, farine de soja, farine de graines oléagineuses et sucre? Etant entendu que seul le riz a été soumis à un contingent tarifaire en 1995, à quelles conditions les importations de produits contingentés autres que le riz étaient-elles soumises?	S'agissant des neuf produits mentionnés, le fait que les volumes d'importation déclarés pour 1995 soient inférieurs aux volumes des contingents tarifaires est dû uniquement à la demande intérieure. S'agissant des produits comme ceux qui relèvent des positions 0201, 0202 et 1701, une production intérieure à des prix concurrentiels répond à la demande. Dans les autres cas, les importations déclarées sont supérieures aux contingents tarifaires consolidés. En 1995, aucun produit n'était soumis à un contingent d'importation. Pour ce qui est de l'importation de céréales de base (riz, maïs, blé et sorgho), un régime de fourchettes de prix a été appliqué. Ce régime est en train d'être remplacé par un régime de contingents tarifaires.

<b>Japon G/AG/N/JPN/10 - Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
<p>Etats-Unis - Pourquoi les contingents tarifaires de produits suivants n'ont-ils pas été absorbés: lait écrémé en poudre utilisé à d'autres fins, lait concentré non sucré; lactosérum et lactosérum modifiés pour l'alimentation des animaux; préparations de lactosérum pour l'alimentation des nourrissons; beurre et huile butyrique; et lactosérum concentré minéralisé? Ces contingents tarifaires sont-ils contrôlés par des entreprises commerciales d'Etat?</p> <p>Nouvelle-Zélande - S'est élevée contre la déclaration du Japon voulant que la demande soit insuffisante pour absorber certains contingents tarifaires de produits laitiers, explication qui avait été donnée lors de la réunion précédente au sujet de la sous-utilisation des contingents tarifaires (voir le document G/AG/R/6, page 22). A fait remarquer que dans la mesure où le montant d'un contingent tarifaire donné était inférieur à la consommation intérieure, l'utilisation du contingent tarifaire était déterminée par le rapport entre le prix des produits étrangers et celui des produits nationaux. La Nouvelle-Zélande a estimé que, le plus souvent, les importations du secteur laitier seraient très compétitives. Si les contingents tarifaires étaient attribués d'une manière qui pouvait contribuer à répondre à la demande intérieure, la question de la sous-utilisation des contingents tarifaires ne se poserait pas. A cherché à obtenir des renseignements concernant: i) l'importance des contingents tarifaires par rapport à la consommation intérieure; et ii) les prix relatifs des produits étrangers et des produits nationaux.</p> <p>Australie - A constaté que certains contingents tarifaires étaient sous-utilisés, mais a reconnu que le contingent tarifaire de "produits laitiers d'utilisation courante" avait été dépassé, ce qui était à l'honneur du Japon.</p>	<p>S'agissant des contingents tarifaires de produits laitiers, seul le contingent tarifaire de "certains produits laitiers d'utilisation courante" fait l'objet d'un commerce d'Etat. Ce contingent tarifaire a été dépassé en 1995. Le lait écrémé en poudre utilisé à d'autres fins est surtout destiné à l'alimentation des animaux. Ce contingent tarifaire, de même que le contingent tarifaire de lactosérum et de lactosérum modifiés pour l'alimentation des animaux, n'ont pas été absorbés pour les raisons suivantes: la diminution des effectifs, de porc notamment; la baisse de la demande; et la hausse du prix à l'importation. S'agissant du lait concentré non sucré, les consommateurs japonais ne connaissent pas très bien ce produit. Comme les nouveaux venus peuvent demander des parts de contingent tarifaire depuis 1995, les importations devraient augmenter à l'avenir. En ce qui concerne les préparations de lactosérum pour l'alimentation des nourrissons, la sous-utilisation du contingent tarifaire s'expliquait par la diminution du nombre des nourrissons et le mouvement en faveur de l'allaitement maternel. Le contingent tarifaire de beurre et d'huile butyrique est divisé en trois parties, comme il est indiqué dans la Liste: consommation intérieure (581 tonnes), réexportation dans le cadre du trafic de perfectionnement passif (1 263 tonnes) et consommation à bord de navires et d'avions de lignes internationales (29 tonnes). En ce qui concerne la consommation intérieure, les importations dans les limites du contingent correspondent à environ 90 pour cent du montant du contingent tarifaire attribué pour la consommation intérieure; pour le reste, on ne dispose pas de statistiques commerciales puisqu'il n'y a pas de dédouanement. En ce qui concerne le lactosérum concentré minéralisé, celui-ci entre surtout dans la fabrication de confiseries et de breuvages à base de lactosérum, mais la demande pour ces produits n'est pas très forte à l'heure actuelle.</p>

<b>Japon G/AG/N/JPN/10 - Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
Uruguay - Quels étaient les pays fournisseurs des importations de riz contingenté? A estimé que les possibilités d'utilisation des contingents tarifaires, notamment de ceux établis au titre de l'annexe 5, devraient être réservées uniquement aux Membres. A fait remarquer que le régime d'achat et de vente simultanés manquait de transparence et qu'il en avait coûté aux exportateurs uruguayens quelque 15 000 dollars EU seulement pour prendre part au régime. Ces questions feront l'objet d'un suivi bilatéral.	A pris note de la question et des observations. A fait remarquer que le Japon avait fait connaître sa position concernant l'attribution de contingents tarifaires à des non-Membres à l'occasion de la réunion précédente (voir le document G/AG/R/6, paragraphe 26).

<b>Corée G/AG/N/KOR/5 - Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
<p>Etats-Unis - Pourquoi les contingents tarifaires de volaille, d'oeufs et de pommes de terre n'ont-ils pas été absorbés? A fait remarquer que l'absence d'importations était particulièrement préoccupante parce que ces contingents tarifaires étaient contrôlés par des groupes de producteurs. Se sont inquiétés de l'organisation des enchères pour l'attribution du contingent tarifaire de volaille en faisant remarquer qu'il n'y avait pas assez de temps pour préparer les offres.</p> <p>Nouvelle-Zélande - A félicité la Corée d'être passée, pour ses importations de pommes de terre, à un régime de premier arrivé, premier servi. A fait remarquer que, de manière générale, un bon moyen de démontrer aux Membres l'insuffisance de la demande d'importation était d'autoriser tous les importateurs à importer selon le principe du premier arrivé, premier servi. Il serait utile que les contingents tarifaires sous-utilisés soient désormais attribués suivant ce principe, point de vue que les Etats-Unis ont dit partager.</p>	<p>La Corée estime qu'elle a mis en oeuvre fidèlement ses engagements en matière de contingents tarifaires. La sous-utilisation de quelques contingents tarifaires est principalement attribuable à la modification des habitudes de consommation, à la diminution des prix intérieurs et à la progression de la demande d'importation de produits de remplacement. S'agissant de la volaille, l'organisme chargé d'administrer le contingent tarifaire a lancé des appels d'offres à plusieurs reprises sans réussir à utiliser le montant du contingent tarifaire, certains ayant renoncé à leurs droits d'importer du fait de prix intérieurs anormalement faibles. Quatre-vingt-quatre pour cent du contingent tarifaire de volaille avaient déjà été utilisés au 10 septembre 1996, ce qui représentait une proportion plus élevée qu'en 1995. S'agissant du contingent tarifaire de pommes de terre, il est administré selon le principe du premier arrivé, premier servi, et non pas dans le cadre d'opérations de commerce d'Etat comme il est indiqué dans la Liste. La sous-utilisation est attribuable à la faiblesse de la demande d'importation, qui s'explique par divers facteurs commerciaux, dont la situation du marché international et les difficultés de transport. La sous-utilisation du contingent tarifaire d'oeufs est liée avant tout à la situation du marché. Il n'est donc pas justifié de dire que la sous-utilisation de ces trois contingents tarifaires est liée au fait qu'ils sont administrés par des groupes de producteurs.</p>

<b>Philippines G/AG/N/PHL/4 - Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
<p>Communautés européennes/Etats-Unis/Canada - Pourquoi les contingents tarifaires d'animaux vivants de l'espèce ovine, de volailles, de viandes de volailles, de viandes des animaux de l'espèce ovine, caprine et porcine et de pommes de terre ont-ils été sous-utilisés? Comment ces contingents tarifaires ont-ils été répartis entre les groupes d'importateurs remplissant les conditions requises: hôtels, restaurants, transformateurs, négociants et producteurs? Les contingents tarifaires ont-ils été ouverts au niveau à quatre chiffres du SH ou y a-t-il des sous-contingents? A quelle date ces contingents tarifaires ont-ils été ouverts en 1995?</p>	<p>Incapables, à ce stade, de fournir des renseignements sur la répartition entre les groupes d'importateurs remplissant les conditions requises. L'attribution se fait au niveau à quatre chiffres du SH et il n'y a pas de sous-contingent. La décision quant au choix du produit est laissée aux importateurs.</p> <p>Quant aux raisons expliquant le dépassement de certains contingents tarifaires - viandes des animaux de l'espèce porcine, animaux vivants de l'espèce bovine, chevaux vivants et autres produits -, les Philippines n'avaient pas réussi à fixer à temps leurs droits hors contingents et, en l'occurrence, toutes les importations étaient passibles de droits peu élevés. En ce qui concerne le riz, la récolte des Philippines avait été mauvaise.</p>

Philippines G/AG/N/PHL/4 - Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Etats-Unis - La durée de validité des licences d'importation sera-t-elle prolongée pour tenir compte des retards intervenus dans la mise en oeuvre? Attribution aux producteurs des licences d'importation accordées au titre du contingent tarifaire de viandes des animaux de l'espèce porcine. Quelle est la quantité de viande de porc qui peut raisonnablement être importée d'ici la fin de 1996?</p> <p>Canada - Souhaitait connaître les résultats des consultations menées avec la branche de production nationale concernant la prorogation éventuelle de la durée de validité des licences d'importation puisque cela pourrait faciliter l'absorption des contingents tarifaires.</p> <p>Nouvelle-Zélande - A salué le fait qu'il avait été fait mention de la viande de boeuf congelée dans la notification même si ce produit n'était pas inscrit sur la Liste. Tout en reconnaissant que les Membres pouvaient décider de l'opportunité de notifier des contingents tarifaires non inscrits, la Nouvelle-Zélande appréciait ces notifications pour des raisons de transparence.</p>	<p>En réponse aux Etats-Unis, les Philippines ont fait remarquer que, en ce qui concernait la question de la mise en oeuvre des contingents tarifaires et la durée de validité des licences d'importation, la procédure administrative renfermait une disposition de "rattrapage" pour mettre en oeuvre les engagements en souffrance en matière de contingents tarifaires. La mise en oeuvre intégrale des engagements avait commencé le 1er juillet 1996, y compris pour les engagements en souffrance (notamment pour les viandes de porc et de volaille), pour lesquelles il n'avait pas été possible dans la pratique de respecter les engagements. Les licences couvrant ce déficit avaient été délivrées en juin 1996 et étaient valables jusqu'au 31 décembre 1996, décision qui avait été prise de concert avec les entités concernées du secteur privé. Compte tenu des préoccupations exprimées par les Membres, le gouvernement mènerait de nouvelles consultations sur la possibilité de proroger la durée de validité des licences, si nécessaire.</p> <p>Au sujet de l'intention du gouvernement d'attribuer aux producteurs la plupart des licences d'importation de viande de porc, les Philippines ont indiqué que les licences d'importation pouvaient être attribuées de deux manières. Pour les produits ayant déjà fait l'objet d'importations, les licences étaient attribuées en fonction des parts de marché antérieures. Pour les produits comme la viande de porc, soumis à des restrictions quantitatives et n'ayant jamais été importés dans des conditions ordinaires, un double système d'attributions avait été mis en place. Dans un premier temps, les licences étaient attribuées à des groupes, y compris à des producteurs, à des transformateurs, à des négociants et à des fournisseurs du secteur de la restauration (hôtels et restaurants, par exemple). Les parts avaient été déterminées à l'origine à partir des quantités de produits locaux (puisque'il n'y avait pas eu d'importations dans des conditions ordinaires) ayant été attribuées antérieurement aux transformateurs et aux fournisseurs du secteur de la restauration. Le reste est accordé aux producteurs et aux négociants. Les négociants desservent normalement des petits transformateurs et fournisseurs du secteur de la restauration qui, compte tenu de leur taille, ne demandent même pas de licences d'accès minimal.</p>

<b>Philippines G/AG/N/PHL/4 - Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
	<p>La procédure administrative prévoit des amendes pour la non-utilisation des licences d'importation et la possibilité de redistribuer les licences non utilisées. Quant à la question des Etats-Unis concernant la quantité de viande de porc qui pourrait raisonnablement être importée d'ici la fin de 1996, les Philippines ont répondu qu'il n'y avait pas suffisamment de congélateurs pour stocker les quantités additionnelles qui seraient importées. En ce qui concerne la viande de volaille, l'offre est actuellement excédentaire.</p>

<b>Afrique du Sud G/AG/N/ZAF/3 - Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
<p>Nouvelle-Zélande - L'Afrique du Sud a-t-elle importé du cheddar ou du gouda (et des produits dérivés) en 1995?</p> <p>Communautés européennes - Peut-on importer du cheddar dans le cadre du contingent tarifaire de fromages?</p> <p>Nouvelle-Zélande - A noté que l'engagement avait été pris au niveau à quatre chiffres. Compte tenu de l'évolution de la politique de l'Afrique du Sud en matière d'importation, pourra-t-on importer du gouda et du cheddar dans le cadre du contingent tarifaire en 1996?</p>	<p>Compte tenu de ce qui a été notifié par l'Afrique du Sud dans le tableau MA:1 concernant les fromages, les importations de cheddar et de gouda n'auraient pas dû figurer dans la notification à l'examen. Si l'on exclut le cheddar et le gouda, le chiffre exact des importations pour l'année civile 1995 est de 3 247 tonnes. Les importations de cheddar et de gouda ont atteint 76 tonnes et 101 tonnes, respectivement. Un corrigendum sera envoyé sous peu.</p> <p>Le cheddar et le gouda n'entraient pas dans le contingent tarifaire (voir les documents G/AG/N/ZAF/1/Rev.1 et G/AG/R/5, page 16). L'Afrique du Sud n'a pas l'intention pour le moment d'inclure ces types de fromages dans le contingent tarifaire mais elle examine actuellement l'administration du régime de contingents tarifaires et serait disposée à tenir des consultations à ce sujet, si nécessaire.</p>



<b>Afrique du Sud G/AG/N/ZAF/3 - Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
Etats-Unis - Pourquoi les contingents tarifaires de produits énumérés ci-après n'ont-ils pas été absorbés: lait et crème de lait frais, oeufs, pommes de terre, pois secs, orge, sorgho, graines de tournesol, graines de luzerne, extraits de malt, tapioca et aliments de gluten de maïs?	Les importations de six des 13 produits énumérés ont été admises en franchise en 1995 (oeufs en coquilles, pois chiches, orge, graines de luzerne, tapioca et aliments de gluten de maïs). Les statistiques relatives aux importations des cinq dernières années font état pour la plupart de ces produits de variations considérables, qui s'expliquent en partie par des augmentations soudaines liées à la sécheresse, mais sans qu'aucune anomalie n'apparaisse autrement dans la structure des échanges. Comme l'Afrique du Sud a échelonné dans le temps la mise en oeuvre de ses engagements en matière d'accès minimal, leur impact réel ne se fera sentir qu'en 1996. L'examen des importations effectuées au premier trimestre de 1996 en ce qui concerne les autres produits mentionnés par les Etats-Unis révèle que les importations de certains produits sont en hausse tandis que celles d'autres produits sont en baisse.

**Notifications selon les tableaux MA:3 à MA:5**

<b>Corée G/AG/N/KOR/6 - Prix de déclenchement (tableau MA:4)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
Communautés européennes - Ont demandé des précisions sur la période de référence utilisée pour établir les prix de déclenchement. Ont fait remarquer qu'il n'était pas possible de choisir une période différente de celle prescrite dans l'Accord sur l'agriculture. Poursuivront l'examen de cette question dans un cadre bilatéral.	A rappelé que le Comité avait examiné cette question à sa réunion de mars (voir le document G/AG/R/5, page 23). Lorsqu'elle avait préparé sa Liste dans le cadre du Cycle d'Uruguay, la Corée avait utilisé la période allant de 1988 à 1990 aux fins de la tarification en raison des difficultés techniques liées à la transposition du Système harmonisé en 1988. Par souci de cohérence et aussi pour des raisons techniques, la Corée avait utilisé la même période pour établir les prix de déclenchement.

## Notifications selon le tableau DS:1

Australie G/AG/N/AUS/7 - Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Communautés européennes/Suisse - En fonction de quels critères des paiements sont-ils versés dans le cadre du Programme agro-industriel? L'aide est-elle accordée directement aux agriculteurs? Les frais de transport sont-ils compris?	Le Programme agro-industriel vise à améliorer la compétitivité internationale du secteur agricole et de l'industrie agro-alimentaire en finançant des projets qui encouragent le perfectionnement des techniques de gestion et des méthodes de commercialisation. L'aide est accordée à des particuliers, à des sociétés en nom collectif, à des sociétés de capitaux, à des associations professionnelles ou à des groupements de producteurs ruraux qui prennent part à des activités agro-alimentaires sans être nécessairement des agriculteurs. Elle peut servir à financer des activités comme des conférences, des ateliers, des travaux de recherche et des cours de perfectionnement en commercialisation. Les aides au transport sont exclues.
Communautés européennes - Dans le tableau indicatif DS:1, l'Australie a indiqué que des paiements sont versés "aux exploitants agricoles dont les revenus ont été affectés en raison de circonstances exceptionnelles" (voir page 6, Programme d'ajustement rural). Qu'entend-on par circonstances exceptionnelles?	L'aide est accordée en cas de sécheresse de nature exceptionnelle, surtout dans le Queensland et la Nouvelle-Galles du Sud. Elle vise à accorder un soutien ciblé à court terme afin d'aider les entreprises agricoles rentables à long terme à supporter les conséquences de la sécheresse. Six critères de base servent à définir les sécheresses de nature exceptionnelle: les conditions météorologiques, la situation culturale et la situation des stocks, les conditions ambiantes, l'approvisionnement en eau, le revenu agricole net et l'ampleur de la catastrophe.
Etats-Unis - Ont demandé des renseignements concernant le "Programme d'infrastructures destiné à l'industrie sucrière" dont il est fait mention dans le tableau explicatif DS:1 (voir la page 4). Comprend-il la fourniture d'installations à l'exploitant?	Le programme vise à améliorer les infrastructures de transport (construction de routes et autres voies d'accès); il s'étend aussi à l'irrigation et au drainage. Les versements totalisent 2,16 millions de dollars australiens.

<b>Australie G/AG/N/AUS/7 - Soutien interne (tableau DS:1)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
<p>Suisse - A fait remarquer que les gouvernements des territoires et des Etats avaient dépensé 136,17 millions de dollars australiens pour des programmes de protection de l'environnement. L'Australie pouvait-elle donner de plus amples renseignements sur ces programmes?</p> <p>- Quand l'Australie notifierait-elle les programmes des autres Etats, c'est-à-dire ceux du Queensland, de l'Australie occidentale et du territoire de la capitale nationale?</p> <p>Nouvelle-Zélande - A demandé des explications concernant la MGS totale pour les produits laitiers qui s'élevait à 151,717 millions de dollars australiens dans le tableau explicatif DS:4 et à 152,275 millions de dollars australiens dans le tableau explicatif DS:1.</p> <p>Afrique du Sud - Quels prix de référence l'Australie a-t-elle utilisés pour calculer la MGS en ce qui concerne le blé, le maïs et le sucre?</p> <p>Etats-Unis - Croyaient comprendre que la production et la commercialisation du lait frais relevaient d'organismes d'Etat qui étaient également chargés de fixer les prix minimaux à la ferme et, dans certains Etats, les prix de gros et de détail. En conséquence, le prix du lait frais était à peu près deux fois plus élevé que celui du lait de transformation. Comme les Etats avaient habituellement un arrangement de mise en commun, chaque agriculteur profitait de cette majoration du prix du lait frais. L'Australie pouvait-elle expliquer pourquoi les avantages découlant de ce régime public n'avaient pas été pris en compte dans le calcul de la MGS pour le lait?</p>	<p>L'Australie a répondu que sa notification finale (distribuée depuis sous la cote G/AG/N/AUS/7/Rev.1) renfermerait plus de détails sur les programmes des Etats et les autres programmes de protection de l'environnement ainsi qu'une MGS corrigée.</p> <p>L'Australie n'a jamais eu recours à un prix administré pour le maïs. Celui-ci n'est donc pas inclus dans le calcul de la MGS. En ce qui concerne le sucre, le prix administré a cessé d'être appliqué le 1er juillet 1989. Il en va de même pour le blé, aucun versement direct n'ayant été effectué depuis 1986. Le prix de référence extérieur utilisé pour calculer la MGS dans le cas du sucre est un prix contemporain qui repose sur la moyenne des recettes d'exportation brutes des raffineurs; en ce qui concerne le blé, le prix de référence utilisé est fonction de la valeur unitaire f.a.b. des exportations.</p> <p>Pour calculer la MGS du lait, l'Australie a eu recours à la même méthode que celle qui a été notifiée dans le document G/AG/AGST/AUS. Bien qu'aucune méthode de calcul particulière ne soit prévue concernant les arrangements applicables au lait frais, le soutien total accordé pour le lait est pris en compte dans le calcul au moyen d'un niveau de soutien dérivé. Le niveau de soutien unitaire du lait de transformation est multiplié par la production totale de lait (incluant le lait de consommation) pour obtenir le niveau de soutien total accordé pour le lait (y compris le lait de consommation). Comme il était impossible de trouver pour le lait frais un prix de référence acceptable durant la période de base, l'Australie, comme beaucoup d'autres pays, a utilisé la méthode décrite ci-dessus.</p>

Brésil G/AG/N/BRA/6 - Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Etats-Unis/Australie - Le Brésil a calculé le soutien par produit pour un certain nombre de produits (voir le tableau explicatif DS:7, page 9), mais ce soutien n'est pas pris en compte dans le calcul de la MGS totale (voir le tableau explicatif DS:4, page 7). Le soutien accordé à ces produits est-il inférieur au niveau <i>de minimis</i>? Dans l'affirmative, le Brésil pourrait-il ajouter une mention à cet effet dans le tableau explicatif DS:4?</p> <p>Suisse - Le Brésil offre-t-il des incitations à l'industrie pour qu'elle produise du méthanol utilisé comme carburant? Dans l'affirmative, comment le Brésil fait-il pour s'assurer que ces dispositions ne profitent qu'aux producteurs de méthanol et non pas aux producteurs de sucre destiné à l'exportation?</p> <p>Australie - A constaté que le tableau explicatif DS:1 comportait deux nouvelles mesures de la "catégorie verte" par rapport à celles figurant dans le document G/AG/AGST/BRA: détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire et aide alimentaire intérieure (cf. points 2 et 3, pages 4 et 5). Le Brésil notifiera-t-il ces mesures comme étant des mesures nouvelles ou modifiées sous la forme du tableau DS:2?</p>	<p>Le soutien qui est accordé aux produits qui ne sont pas pris en compte dans le tableau explicatif DS:4 est inférieur au niveau <i>de minimis</i>. Il serait plus facile de fournir ce genre de renseignements si le tableau explicatif DS:4 était modifié.</p> <p>Le Brésil n'offre aucune incitation aux raffineries qui produisent du méthanol utilisé comme carburant. Par conséquent, il n'y a aucun risque possible que les incitations soient détournées au profit des raffineurs de sucre destiné à l'exportation.</p> <p>Les mesures en question ont été adoptées après la fin des négociations du Cycle d'Uruguay mais avant la création de l'OMC. Le Brésil croit savoir que les nouvelles mesures de la "catégorie verte" qui ont été prises dans cet intervalle ne doivent pas nécessairement être notifiées sous la forme du tableau DS:2. Elles figureront automatiquement dans le tableau explicatif DS:1. Seules les mesures exemptées adoptées après l'entrée en fonction de l'OMC doivent être notifiées sous la forme du tableau DS:2.</p>

Brésil G/AG/N/BRA/6 - Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Etats-Unis - Ont constaté qu'un autre soutien par produit était accordé sous forme de "crédit à la production et à la commercialisation" et de "péréquation EGF" (voir le tableau explicatif DS:7, pages 9 à 11). Comment ces mesures fonctionnent-elles et quelle est la différence entre les deux?</p>	<p>Le crédit à la production, le crédit à la commercialisation et la péréquation EGF sont trois programmes distincts de soutien par produit. Le crédit à la production et le crédit à la commercialisation prennent la forme de prêts accordés aux producteurs à des taux d'intérêt réglementés pour les aider à financer leurs dépenses avant la récolte dans le premier cas, et après la récolte dans le second. L'aide financière accordée correspond à la différence entre le taux d'intérêt que le producteur paie effectivement et celui qu'il aurait payé si le programme n'avait pas existé. Le plan "Real" et la stabilisation des marchés financiers et monétaires du Brésil contribuent actuellement à réduire l'écart entre ces deux taux d'intérêts.</p> <p>Le programme de "péréquation EGF" a été introduit en raison de l'accumulation par le gouvernement fédéral d'énormes stocks de produits agricoles du fait d'une série de facteurs macro-économiques et autres. Dans le cadre de ce programme, le gouvernement fédéral verse au producteur la différence entre le montant que celui-ci aurait obtenu dans une vente aux enchères et le montant nécessaire pour rembourser le prêt qu'il a contracté pour cultiver son produit. Cette mesure constitue un mécanisme spécial destiné à surmonter une situation particulière et, une fois que la situation actuelle aura été réglée, le programme de péréquation EGF sera abandonné. Les produits sont vendus dans le cadre de ventes aux enchères libres de toute contrainte. La date de la vente aux enchères et la quantité de produits mise en vente sont choisies de manière à ne pas perturber les prix et les pratiques qui ont cours sur le marché. En conclusion, malgré l'avantage accordé aux producteurs, les prix du marché ne sont pas faussés.</p>

Islande G/AG/N/ISL/2 - Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Nouvelle-Zélande - A noté que l'Islande accordait un soutien pour l'accumulation et la détention de stocks de viande de mouton entre les périodes d'abattage (voir page 4). L'Islande pourrait-elle confirmer que ce règlement est encore en vigueur? Pourquoi l'Islande a-t-elle fait état de ces paiements sous la rubrique "autres" plutôt que sous la rubrique "détention de stocks publics" (qui correspondent respectivement aux points l et b) du tableau explicatif DS:1)?</p>	<p>La mesure correspond aux mesures de la "catégorie verte" figurant dans le document G/AG/AGST/ISL (tableau explicatif DS:4). La période d'abattage est courte en Islande et il faut continuer d'appliquer des mesures de soutien pour garantir l'approvisionnement jusqu'à la période d'abattage suivante. En 1995, les versements effectués dans le cadre du programme de stockage ont dépassé les 267 millions de couronnes islandaises. Le gouvernement a décidé de réduire ces paiements pour les ramener à 225 millions de couronnes islandaises d'ici l'an 2000. Etant donné que les mesures n'influent ni sur la production ni sur les prix à la ferme, elles sont jugées tout à fait conformes aux dispositions énoncées à l'annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture. Le régime pourrait être aménagé compte tenu d'importations en quantité suffisante. Néanmoins, de solides arguments militent en faveur du maintien d'un certain niveau d'auto-approvisionnement, notamment si l'on tient compte de facteurs comme l'éloignement géographique et la situation sanitaire actuelle. Comme l'élevage des moutons est soumis à des contraintes naturelles, le programme devra peut-être être maintenu à un certain niveau dans l'avenir, peu importe le niveau des importations.</p> <p>Le programme a été notifié sous la rubrique "autres" dans le tableau explicatif DS:1 pour la simple raison qu'il figure sous la même rubrique dans le document G/AG/AGST/ISL. L'Islande examinera la question et présentera un corrigendum, au besoin.</p>

Islande G/AG/N/ISL/2 - Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Nouvelle-Zélande - A fait remarquer que la réglementation sanitaire de l'Islande prohibait l'importation de viande fraîche et congelée (voir le document G/AG/AGST/ISL, page 4). L'Islande pourrait-elle confirmer que ce règlement est encore en vigueur? Prétend-elle que cette prohibition est conforme à l'Accord SPS?</p>	<p>La réglementation sanitaire interdit encore l'importation de viande fraîche et congelée. L'éloignement géographique de l'Islande et son isolement historique ont protégé son cheptel de nombreuses maladies contagieuses qui sont courantes ailleurs. Néanmoins, pour s'acquitter des obligations qu'elle avait contractées aux termes de l'Accord sur l'OMC, elle a accepté d'autoriser des importations qui remplissent ses critères sanitaires. Le Ministre de l'agriculture est donc habilité à autoriser l'importation de produits généralement prohibés sur la recommandation du médecin vétérinaire en chef. Des importations ont été réalisées en application de cette disposition pour la première fois en 50 ans. La recommandation peut être faite une fois qu'il a été déterminé que les produits en question sont exempts de parasites ou de maladies. Cette procédure est soumise aux dispositions de l'Accord SPS. L'Islande suit de près les travaux qui se déroulent dans des instances internationales, notamment au sein du Comité SPS de l'OMC, concernant l'élaboration et l'application de la réglementation en matière d'inspection sanitaire. Dans ce contexte, la réglementation sanitaire de l'Islande fait l'objet d'un examen suivi.</p>
<p>Etats-Unis - Ont demandé des précisions concernant les mesures notifiées dans le tableau explicatif DS:3 quant à savoir si elles respectaient le critère voulant qu'elles s'appliquent à 85 pour cent ou moins de la production nationale.</p>	<p>L'Islande reviendra sur ce point.</p>

<b>Nouvelle-Zélande G/AG/N/NZL/7 - Soutien interne (tableau DS:1)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
<p>Corée - A demandé des précisions concernant les dépenses effectuées dans le cadre des "programmes d'irrigation communautaire". La Nouvelle-Zélande prétendait-elle que cette mesure était conforme aux dispositions de l'alinéa 2 g) de l'annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture?</p>	<p>En 1995/96, les dépenses effectuées dans le cadre des programmes d'irrigation communautaire se sont élevées à 2,9 millions de dollars néo-zélandais (voir le tableau explicatif DS:1, page 5). Il s'agissait dans une proportion de plus de 99 pour cent de dépenses en capital. La Nouvelle-Zélande a entrepris ces dernières années de céder l'aménagement hydro-agricole au secteur privé. Les dépenses en capital comportent deux éléments, le premier lié aux versements accordés aux nouveaux propriétaires et le second lié à l'assistance accordée pour les projets d'irrigation des terres agricoles. Ce programme a pris fin en juin 1996. Les dépenses restantes (environ 0,5 pour cent) servent à entretenir les systèmes d'irrigation qui appartiennent encore à l'Etat.</p>

<b>Norvège G/AG/N/NOR/5 - Soutien interne (tableau DS:1)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
<p>Australie/Nouvelle-Zélande - Ont fait remarquer que les tableaux explicatifs de la notification étaient différents de ceux figurant dans le document G/AG/AGST/NOR: des mesures de la "catégorie bleue" avaient été ajoutées au tableau explicatif DS:3 de la notification; de nouvelles mesures avaient été prises en compte dans le calcul de la MGS autre que par produit dans le tableau explicatif DS:9.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ont rappelé à la Norvège que le niveau de soutien accordé pour un produit donné ne devait pas dépasser celui qui avait été arrêté pour la campagne de commercialisation de 1992.</li> <li>- Ont proposé que les Membres qui notifiaient des mesures de la "catégorie bleue" indiquent le niveau de soutien pour l'année 1992.</li> </ul>	<p>Les mesures de la "catégorie bleue" incluses dans la notification figuraient aussi dans la notification AGST de la Norvège, mais sous la rubrique "Mesures non exemptées". S'agissant du niveau de soutien interne en 1992, la Norvège a rappelé que cette question avait été soulevée à la réunion de juin 1995 sans qu'aucune conclusion ne soit tirée. Si les Membres estimaient qu'il était nécessaire de clarifier cette question, il faudrait que le Comité en débattenne encore.</p>



Norvège G/AG/N/NOR/5 - Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Nouvelle-Zélande - A demandé des précisions concernant la "bonification d'intérêt" accordée dans le cadre des mesures de la "catégorie verte". La Norvège pourrait-elle confirmer que le programme satisfait aux critères énoncés au paragraphe 11 de l'annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture?	La bonification d'intérêt concerne les prêts accordés par la Banque d'Etat de l'agriculture. Elle correspond à l'écart technique entre les intérêts payés par les clients de la Banque d'Etat de l'agriculture et ceux que la banque paie sur leur capital. Le soutien n'est pas lié au volume de la production ni aux prix et il satisfait donc aux critères énoncés à l'annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture. Les prêts agricoles, généralement destinés aux régions défavorisées sur le plan structurel, sont octroyés dans le cadre des programmes d'aide à l'investissement, notamment pour entretenir les bâtiments agricoles existants, encourager la diversification de l'activité économique en zones rurales, promouvoir les investissements dans la protection de l'environnement et l'élevage des rennes.
Etats-Unis - Il est indiqué dans la notification que le soutien des prix des céréales est une mesure exemptée de l'engagement de réduction (voir la section 3 du tableau explicatif DS:1, page 3). La Norvège prétend-elle que cette mesure respecte les critères énoncés au paragraphe 3 de l'annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture?	Le soutien des prix des céréales vise à maintenir l'écart entre les prix administrés et les prix extérieurs et il comprend des frais d'approvisionnement et d'entreposage. Le calcul de la MGS par produit permet de faire état indirectement de ce soutien dans la notification. Cependant, le soutien des prix des céréales constitue un poste budgétaire distinct du Ministère de l'agriculture. Par souci de transparence, les dépenses budgétaires afférentes au soutien des prix du marché ont été incluses dans la "catégorie verte" dans le document AGST de la Norvège.
Etats-Unis - Il est indiqué dans la notification que les subventions à l'estivage du troupeau laitier dans les régions montagneuses et à la production dans des régions escarpées sont des mesures exemptées des engagements de réduction puisqu'elles feraient partie des programmes de protection de l'environnement (voir la section 12 du tableau explicatif DS:1, page 4). La Norvège peut-elle expliquer comment ces mesures satisfont aux critères énoncés au paragraphe 12 de l'annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture?	Le soutien à l'estivage dans les régions montagneuses vise à encourager le maintien de la production laitière traditionnelle et permet de protéger le paysage agricole par le pâturage et l'utilisation des bâtiments agricoles. Le soutien à la production dans des régions escarpées vise à protéger le paysage culturel en encourageant les activités agricoles dans des régions éloignées. Il correspond au surcoût attribuable au relief difficile dans les régions escarpées. Pour bénéficier de ces deux programmes, il faut remplir les conditions générales requises pour bénéficier de tout soutien agricole. En outre, en ce qui concerne le programme d'estivage, il faut satisfaire à certaines prescriptions sanitaires et remplir certaines exigences de qualité. La prime à l'estivage prend la forme d'un montant forfaitaire annuel qui s'élève au maximum à 9 500 couronnes norvégiennes. Le soutien à la production dans des régions escarpées est accordé en fonction d'un taux à l'hectare, chaque exploitation ne pouvant recevoir plus de 10 000 couronnes norvégiennes.

<b>Norvège G/AG/N/NOR/5 - Soutien interne (tableau DS:1)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
Etats-Unis - La Norvège pourrait-elle expliquer pourquoi l'impôt sur les engrais et l'impôt sur les pesticides sont soustraits dans le calcul de la MGS autre que par produit (voir le tableau explicatif DS:9, page 11)?	Ces impôts ont également été inclus dans le document AGST de la Norvège et soustraits du calcul de la MGS autre que par produit. Au cours des négociations du Cycle d'Uruguay, la formule initiale de calcul de la MGS par produit a été remplacée par une formule agrégative. Cependant, la Norvège a conservé la formule par produit dans ses premiers tableaux avant de passer à la formule agrégative pour les notifications. En conséquence, ces impôts figurent dans le tableau explicatif DS:9. Les divergences entre les renseignements concernant la période de base et la notification sont de nature purement technique. Le résultat net est le même.

#### Notifications selon le tableau DS:2

<b>Etats-Unis G/AG/N/USA/5 - Mesures de soutien nouvelles ou modifiées exemptées de l'engagement de réduction (tableau DS:2)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
<p>Nouvelle-Zélande - A émis l'avis que la notification décrivait une mesure ayant des répercussions importantes sur le processus de réforme agricole. Les Etats-Unis pouvaient-ils fournir des renseignements plus détaillés sur cette mesure? Comment respectait-elle le critère applicable au soutien du revenu découplé énoncé au paragraphe 6 de l'annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture, à savoir que les versements ne devaient être liés d'aucune manière à la production, aux prix ou aux facteurs de production suivant la période de base.</p> <p>Communautés européennes - Qu'entend-on par "contrat de flexibilité de la production"?</p> <p>Suisse - A fait remarquer que les versements accordés aux termes de la Loi fédérale sur la réforme et l'amélioration de l'agriculture n'étaient pas subordonnés à la production, mais que le versement était lié à un produit.</p>	<p>Le programme est tout à fait compatible avec les dispositions du paragraphe 6 de l'annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture. Les versements sont accordés uniquement en fonction des résultats antérieurs et ils ne dépendent pas de la production, des prix ou des facteurs de production au cours d'une année suivant la période de base. Les versements annuels peuvent varier d'une année à l'autre étant donné que la quantité de terres inscrites au programme peut changer d'une année à l'autre. Les terres qui ont été retirées du Programme de mise en réserve de terres de culture ou dont le contrat est arrivé à expiration peuvent faire l'objet d'un contrat. S'agissant des terres nouvellement inscrites au programme, la somme totale d'argent disponible pour l'année en question doit être répartie entre un nombre considérable de terres et le versement par unité ira diminuant. C'est pourquoi il est prévu de procéder à un ajustement chaque année.</p>

<b>Etats-Unis G/AG/N/USA/5 - Mesures de soutien nouvelles ou modifiées exemptées de l'engagement de réduction (tableau DS:2)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
Communautés européennes - Ont demandé des précisions au sujet des prescriptions en matière de conservation que devaient respecter les exploitants agricoles.	La loi oblige les producteurs qui concluent des contrats de flexibilité de la production à se soumettre à des restrictions concernant la conservation des sols et des zones humides pour ce qui est de la production de produits agricoles sur des terres jugées très érodables, de la plantation de produits agricoles dans des marais asséchés et de la conservation des zones humides. Pour bénéficier du programme, les producteurs doivent respecter ces restrictions sur toutes leurs terres, y compris sur les terres qui ne font pas l'objet de contrats de flexibilité de la production.
Nouvelle-Zélande - Les Etats-Unis pourraient-ils ventiler les versements par produit?	Un montant budgétaire fixe est alloué chaque année. Les parts du versement total annuel attribuées à chacun des produits s'établissent comme suit (en pourcentage): blé (26,3), maïs (46,2), sorgho (5,1), orge (2,2), avoine (0,15), coton Upland (11,6) et riz (8,5).
Communautés européennes - Ont constaté que "pour une culture sous contrat donnée, la quantité donnant lieu à paiement était égale à 85 pour cent de la surface sous contrat multipliée par le rendement fixé dans le cadre du programme". Comment définit-on le rendement fixé dans le cadre du programme?	Pour chacun des contrats, les rendements fixés dans le cadre du programme ont été établis en fonction d'une période de base antérieure exploitation par exploitation. Ils sont fixés suivant les rendements de chacune des exploitations au titre du programme de paiements compensatoires, eux-mêmes déterminés aux termes du programme de paiements compensatoires/d'aménagement de la production pour 1995. En 1995, le rendement du versement fixé dans le cadre du programme correspondait à 90 pour cent du rendement du versement fixé dans le cadre du programme en 1985 ou à la moyenne du rendement fixé dans le cadre du programme de 1981 à 1985, selon le plus élevé des deux montants. Le rendement est donc calculé sur une base antérieure qui remonte jusqu'au milieu des années 80.
Suisse/Communautés européennes/Canada et Mexique - Ont constaté que le soutien prévu dans la Loi fédérale sur la réforme et l'amélioration de l'agriculture est accordé à condition que les superficies admissibles ne soient pas consacrées à la production de fruits ou de légumes. Les Etats-Unis prétendent-ils que cette restriction est conforme à l'annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture?	Par le passé, aucun versement n'a jamais été accordé pour les fruits et légumes dans le cadre d'aucun programme. Lors de l'élaboration du programme, certains ont dit craindre que les producteurs de fruits et légumes n'aient à livrer concurrence à de nouveaux producteurs obtenant des versements additionnels de l'Etat.
Canada - La Loi fédérale sur la réforme et l'amélioration de l'agriculture comporte-t-elle d'autres mesures de soutien exemptées de l'engagement de réduction et devant faire l'objet d'une notification au titre du tableau DS:2?	Réponse préliminaire: aucune autre mesure ne sera notifiée sous la forme du tableau DS:2.

## Notifications selon les tableaux ES:1 à ES:3

<b>Israël G/AG/N/ISR/3 - Subventions à l'exportation (tableau ES:1)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
Australie - A cherché à obtenir des précisions au sujet de la mention "fruits (autres qu'agrumes)". La notification vaut-elle pour les lignes tarifaires SH 0801 et SH 0802?	Il n'aurait pas dû être fait mention dans la notification des lignes tarifaires SH 0801 et SH 0802. Les dépenses auraient dû être indiquées en milliers de dollars EU et les quantités en milliers de tonnes.
Mexique - Israël pourrait-il ventiler produit par produit la ligne tarifaire SH 0804?	Israël a rappelé que les engagements portaient sur un groupe de produits. Néanmoins, il s'est engagé à fournir les données qui étaient demandées.

<b>Nicaragua G/AG/N/NIC/3 - Subventions à l'exportation (tableau ES:1)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse communiquée après la réunion par le Membre ayant présenté la notification</b>
Etats-Unis - Il est indiqué dans la notification que des subventions à l'exportation sont accordées au moyen de bons fiscaux qui ne sont pas valables pour les produits agricoles. Peut-on présumer que le programme de subventionnement des exportations à l'aide de crédits d'impôt n'a pas fonctionné en 1995?	L'article 8 du chapitre II de la Loi sur la promotion des exportations dispose que les exportateurs de produits non traditionnels qui concluent un contrat d'exportation recevront un certificat de crédit d'impôt correspondant à un pourcentage de la valeur f.a.b. des marchandises exportées, soit 10 pour cent en 1995. Le Nicaragua n'accorde aucune autre subvention pour l'exportation de produits agricoles. Le Nicaragua croit comprendre qu'il peut accorder ces subventions jusqu'en 2003 en tant que pays en développement et conformément à la Partie VII de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

<b>Etats-Unis G/AG/N/USA/6 - Subventions à l'exportation (tableau ES:1)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
Nouvelle-Zélande - A constaté que, pour la plupart des produits agricoles, les volumes exportés en 1995 étaient inférieurs aux niveaux d'engagement et que les quantités d'exportations subventionnées et d'aide alimentaire considérées conjointement étaient elles aussi inférieures aux niveaux d'engagement, exception faite des autres produits laitiers. Les Etats-Unis prétendent-ils que l'aide alimentaire relevant de la catégorie "autres produits laitiers" a été accordée conformément aux dispositions de l'article 10:4 de l'Accord sur l'agriculture et aux principes établis par le Comité de la FAO chargé de l'écoulement des excédents?	Les Etats-Unis ont respecté intégralement les dispositions énoncées à l'article 10 de l'Accord sur l'agriculture. L'aide alimentaire est accordée conformément aux principes établis par le Sous-Comité consultatif de l'écoulement des excédents (FAO) et elle n'est pas liée à des achats.

<b>Nouvelle-Zélande G/AG/N/NZL/8 - Subventions à l'exportation (tableaux ES:1 à ES:3)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
Communautés européennes - Ont demandé à la Nouvelle-Zélande de confirmer qu'elle n'avait pas accordé d'aide alimentaire en 1995 ni en 1996.	La Nouvelle-Zélande n'a pas accordé d'aide alimentaire en 1995 ni en 1996.
Communautés européennes - Ont demandé des précisions concernant la note de bas de page 1 (voir page 2), dans laquelle il est dit que la Nouvelle-Zélande n'a pas pris d'engagements de réduction de la quantité d'exportations subventionnées, si ce n'est pour l'an 2000, année où la quantité d'exportations subventionnées sera nulle.	Cette note de bas de page, qui concerne un engagement inscrit dans la Liste de la Nouvelle-Zélande, a été examinée au cours de la réunion que le Comité a tenue en septembre 1995.

Brésil G/AG/N/BRA/5 - Subventions à l'exportation (tableaux ES:1 et ES:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Question posée par les Etats-Unis à la réunion de septembre 1996 concernant la possibilité que de nouvelles subventions aient été accordées pour l'exportation de produits agricoles (voir le document G/AG/R/6, page 37).	Comme il a été notifié au Comité des subventions en mars 1996 (G/SCM/N/3/BRA), les BEFIEX ( <i>Programas Especiais de Exportação</i> ) constituaient des mesures d'incitation spécialement conçues pour venir en aide au secteur industriel et qui n'avaient aucun rapport avec le secteur agricole. Les avantages accordés au secteur privé prenaient la forme d'une exonération d'impôt visant à faciliter l'importation d'équipement industriel (biens d'équipement) qui venait s'ajouter aux actifs fixes de la société. Les BEFIEX visaient de manière générale à améliorer les capacités techniques et l'efficacité du secteur industriel. Par conséquent, les BEFIEX n'ont pas profité au secteur agricole mais ils ont favorisé la capitalisation du secteur industriel, ce qui peut comprendre l'industrie alimentaire. Les Etats-Unis avaient indiqué que le mot "produit" aurait dû être remplacé par l'expression "secteur industriel" dans le titre de la première colonne des tableaux qui figurent aux pages 6, 7 et 8 de la notification G/SCM/N/3/BRA. Le Brésil a répété que les avantages accordés dans le cadre des BEFIEX ne correspondaient à aucune des définitions données à l'expression subventions agricoles à l'article 9 de l'Accord sur l'agriculture. Les BEFIEX avaient été abandonnés en 1990 et les quelques engagements résiduels encore valables seraient supprimés en 1999.

**Notifications selon le tableau ER:1**

<b>Hongrie G/AG/N/HUN/6 - Prohibitions et restrictions à l'exportation (tableau ER:1)</b>	
<b>Points soulevés par d'autres Membres</b>	<b>Réponse du Membre présentant la notification</b>
<p>Etats-Unis - Les restrictions à l'exportation sont-elles encore en vigueur?</p> <p>Japon - A répété que les restrictions à l'exportation étaient pour lui une source de préoccupation. Il était fait état dans la notification à l'examen de restrictions à l'exportation portant sur un large éventail de produits: orge, farine de céréales et préparations utilisées pour l'alimentation des animaux. A fait remarquer que la mesure avait été notifiée après son entrée en vigueur. La série de mesures prises par la Hongrie pouvait aggraver la situation de l'offre et de la demande internationales de céréales, qui étaient déjà tendues. Cette mesure inquiétait sérieusement le Japon, dont l'approvisionnement en céréales était largement tributaire des importations. Le Japon attendait toujours que la Hongrie réponde par écrit aux questions qu'il avait posées lors de la réunion précédente. Le Japon cherchera à obtenir des éclaircissements au niveau bilatéral.</p>	<p>La Hongrie a confirmé que les restrictions à l'exportation sont encore en vigueur.</p> <p>La Hongrie s'est engagée à répondre par écrit.</p>